

## Collège d'autorisation et de contrôle

### Avis 34/2022

#### **Avis relatif au respect des engagements et obligations de l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL pour le service R.U.N. au cours de l'exercice 2021**

L'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a été autorisé à diffuser, en tant que radio indépendante, le service R.U.N. par voie hertzienne terrestre à partir du 11/07/2019.

En date du 28/03/2022, l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a transmis au CSA son rapport annuel relatif à la diffusion du service R.U.N. pour l'exercice 2021, en application de l'article 3.1.3-7, §5 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos.

Lors du processus d'autorisation, et sur base des éléments repris dans le dossier de candidature, le Collège a attribué à l'éditeur le profil "Expression" à titre principal et "Géographique" à titre secondaire.

### **1. Programmes du service R.U.N.**

#### **1.1. Nature des programmes**

Les programmes sont répartis en diverses catégories de la manière suivante :

- Sport : 2%
- Info : 1%
- Musique pure : 63%
- Emission musicale à orientation de développement culturel : 13%
- Développement culturel en général : 6%
- Participation citoyenne : 12%
- Education permanente : 2%
- Publicité : 0%

La production d'une semaine type est assurée à concurrence de 50,0 heures dans les conditions du direct et à concurrence de 118,0 heures par des moyens automatiques (diffusion musicale en continu, voice-tracking, rediffusion, etc.).

#### **1.2. Programmes d'information**

L'éditeur déclare avoir diffusé en 2021 des programmes d'information pour un total hebdomadaire de 60 minutes. A titre d'information, l'éditeur annonçait 30 minutes de programmes d'information par semaine dans sa demande d'autorisation.

Pour cet exercice, la rédaction de l'éditeur ne comportait pas de journaliste professionnel accrédité.

L'éditeur dispose d'un règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information. Il a adhéré à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

## **2. Engagements de l'éditeur en matière de programmation**

L'article 4.2.3-1 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos prévoit que tout éditeur d'un service de média sonore autorisé à diffuser par la voie hertzienne terrestre analogique et numérique est tenu de veiller à la promotion culturelle, et sauf dérogation, d'assurer un minimum de 70% de production propre, de diffuser ses programmes en langue française, d'assurer dans sa programmation musicale un minimum de 30% d'œuvres musicales de langue française et au moins 6% d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle. Parmi ces 6 %, au moins ¾ des œuvres doivent être diffusées entre 6h et 22h. Ce taux de 6% devra croître graduellement et chaque année à compter de l'entrée en vigueur du décret pour atteindre 10% pour les radios en réseau et 8% pour les radios indépendantes à l'horizon 2026. Les Services du CSA établissent dorénavant le pourcentage de titres issus de la Communauté française devant être diffusés entre 6 et 22h en calculant 75% de l'engagement pris par l'éditeur sur 24 heures. D'autres méthodes de calcul ont pu être utilisées par certains éditeurs dans leur rapport, ce qui explique la présence éventuelle d'incohérences dans leur déclaratif repris dans le présent avis.

Pour rappel, lors de leur demande d'autorisation, les éditeurs ont été amenés à prendre leurs propres engagements en ces matières. Ces engagements peuvent être supérieurs aux seuils légaux. C'est sur ces engagements que porte le contrôle annuel.

L'éditeur a fourni les échantillons de programmes demandés.

### **2.1. Promotion culturelle**

Dans sa demande d'autorisation, l'éditeur annonçait assurer une durée de 564 minutes de promotion culturelle au sein de sa programmation. En 2021, selon l'analyse des informations déclarées dans son rapport annuel, l'éditeur a réalisé une moyenne de 641 minutes de promotion culturelle hebdomadaire. L'éditeur rencontre dès lors son objectif de promotion culturelle.

## 2.2. Production propre

L'éditeur s'est engagé à réaliser 90,0% de son programme en production propre. Pour l'exercice 2021, il déclare que la proportion globale de production propre a été de 96,6%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 96,62%. L'éditeur rencontre son engagement.

## 2.3. Programmes en langue française

L'éditeur s'est engagé à réaliser 90,0% de son programme en langue française. Pour l'exercice 2021, il déclare que la proportion globale de langue française a été de 89,7%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 86,03%. L'éditeur ne rencontre pas son engagement.

Lors de l'exercice précédent, RUN avait déjà été confronté au même manquement et avait indiqué à l'époque vouloir introduire une demande de révision d'engagement, ce qui n'a été pas fait jusqu'à ce jour. Interrogé à nouveau par les services du CSA, l'éditeur reconnaît le manquement aussi pour l'exercice 2021 et réitère sa volonté d'une demande de révision pour un engagement de 85% de programmes en langue française.

## 2.4. Diffusion musicale sur des textes en langue française

L'éditeur s'est engagé à diffuser 30,0% de musique chantée sur des textes en langue française. Sur l'ensemble de l'exercice 2021, il déclare que la proportion de musique en langue française a été de 30,0% de la musique chantée. Dans son analyse de l'échantillon, l'éditeur relève 43,3% de musique avec des paroles francophones. Après vérification par les services du CSA des conduites musicales fournies, cette proportion est établie à 45,88%. L'éditeur rencontre son engagement.

## 2.5. Diffusion musicale d'œuvres de la Communauté française

Lors de son autorisation, l'éditeur s'est engagé à diffuser 18,0% d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. Le décret du 4 février 2021 prévoit que tout éditeur doit désormais diffuser ¾ de son engagement entre 6 heures et 22 heures. Pour un engagement de 18%, le sous-quota est donc de 13,5%. Sur l'ensemble de l'exercice 2021, l'éditeur déclare que la proportion globale de musique de la Communauté française a été de 18,0% et de 18,0% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. Dans son analyse de l'échantillon, l'éditeur relève 30,0% et 17,9% respectivement pour ce critère. Après vérification par les services du CSA des conduites musicales fournies, cette proportion est établie à 28,24% et à 17,88% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. L'éditeur rencontre son engagement.

## 3. Avis du Collège d'autorisation et de contrôle

Comme il a été rappelé, le présent avis porte non seulement sur la manière dont l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a respecté ses obligations légales pour l'exercice 2021, mais aussi sur la manière dont il a rempli les engagements qu'il a volontairement pris dans son dossier de candidature, et qui ont amené le Collège à autoriser le service R.U.N. plutôt que d'autres candidats.

Le Collège conclut qu'au cours de l'exercice 2021, l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a respecté ses obligations en matière de fourniture des enregistrements d'antenne, de fourniture des conduites

d'antenne, de règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information et d'adhésion à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

Sur base des déclarations et informations consignées dans son rapport annuel, l'éditeur O.R.E.F.U.N.D.P. ASBL a également respecté ses engagements en matière de promotion des événements culturels, de production propre, de diffusion d'œuvres musicales en langue française et de diffusion d'œuvres musicales émanant de la Communauté française.

En matière de diffusion en langue française, le Collège constate un écart par rapport à l'engagement pris dans le cadre de l'article 4.2.3-1, alinéa 1er, 3° du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos relatif à l'obligation d'émettre en langue française, hors la diffusion de musique pré-enregistrée, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et contrôle en vue de favoriser la diversité culturelle et linguistique des services. Compte tenu de la volonté de l'éditeur de solliciter une révision d'engagement en la matière, le Collège décide de notifier le grief mais de l'assortir d'une condition résolutoire consistant dans l'introduction, par l'éditeur, dans les trois mois du présent avis, de la demande de révision d'engagement annoncée.

Fait à Bruxelles, le 6 juillet 2022.

DocuSigned by:  
*Mathilde Alet*  
8CA19B3ED537454...

DocuSigned by:  
*Karim Bourki*  
08013E62BA9E470...